

II – Les relations extérieures du Québec

Hélène Galarneau

Volume 16, numéro 4, 1985

L'ONU : quarante ans après

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701930ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701930ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Galarneau, H. (1985). II – Les relations extérieures du Québec. *Études internationales*, 16(4), 862–874. <https://doi.org/10.7202/701930ar>

9 août :

Cinq nouveaux ambassadeurs sont nommés : M. Keith Bezanson au Pérou avec accréditation simultanée en Bolivie, M. Wilmer Collett au Nigéria avec accréditation simultanée au Sierra Leone, M. Jacques Dupuis en Suisse, M. Bernard Dussault au Gabon et M. Gary Harman en Jordanie. MM. Paul Lapointe et William Ross seront quant à eux consuls à Marseille et à Perth (Australie).

29 août :

M. Jacques Noiseux, ambassadeur au Liban jusqu'à la fermeture de l'ambassade en juin, est nommé ambassadeur en Syrie. M. Douglas Small sera le nouveau haut-commissaire du Canada en Nouvelle-Zélande avec accréditation simultanée à Fiji et Tuvalu, et M. William Bauer devient coordonnateur et ambassadeur extraordinaire à la CSCE.

13 septembre :

Le ministre des Affaires extérieures annonce de nouvelles nominations chez les ambassadeurs : M. Michel de Goumois sera ambassadeur au Chili, M. Michael Shenstone ambassadeur en Autriche et représentant permanent et ambassadeur au Bureau des Nations Unies à Vienne, M. Douglas Valentine ambassadeur en Arabie Saoudite, M. Calbert Best haut-commissaire à Trinité et Tobago. Un nouveau consul général, M. Carl Rufelds, est affecté à Milan.

20 septembre :

Un nouvel ambassadeur, M. André Potvin, est nommé pour représenter le Canada au Guatemala et au Honduras.

II — Les relations extérieures du Québec

(Juillet à septembre 1985)

A — Aperçu général

À la suite de la démission de M. René Lévesque de la présidence du Parti québécois, une course à la chefferie ayant occupé tout l'été les membres de ce parti, se terminait le 29 septembre par l'élection de M. Pierre-Marc Johnson, ministre de la Justice et délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes dans le cabinet Lévesque, à la tête du parti. M. Johnson devenait ainsi quelques jours plus tard le 24^{ème} premier ministre du Québec, au moment où le mandat du gouvernement du Parti québécois tire à sa fin¹.

Le premier ministre Lévesque effectuait aux États-Unis sa dernière tournée à l'étranger à titre de chef du gouvernement québécois, pour y souligner la pérennité des bonnes relations Québec-États-Unis et l'irréversibilité du processus d'interdépendance économique. La francophonie et les intérêts économiques et commerciaux du Québec amenaient également quelques ministres à se rendre à l'étranger au cours de l'été. Le ministre des Relations internationales et du Commerce extérieur séjournait en France pour participer à une réunion de l'ACCT et visitait encore à la fin de l'été quelques pays d'Amérique latine. Le ministre des Finances visitait pour sa part le Japon et la Corée du Sud où il examinait de nouvelles possibilités d'emprunt pour le gouvernement du Québec et s'occupait de la promotion des intérêts québécois pour les investissements asiatiques dans le domaine de l'automobile au Canada. Il faut enfin souligner la venue au Québec en juillet du président de la Chine, accompagné d'une importante délégation, un an après le séjour officiel effectué par le premier ministre Lévesque dans ce pays.

1. Gilles LESAGE, *Le Devoir*, 30 septembre 1985, p. 1.

B — Questions économiques et commerciales

La libéralisation des échanges commerciaux entre le Canada et les États-Unis fut l'un des sujets abordés par les premiers ministres des provinces canadiennes réunis à Terre-Neuve à la mi-août pour leur 26^{ème} conférence annuelle. À l'exception de l'Ontario, qui émettait de sérieuses réserves sur l'ouverture de négociations en vue d'un accord commercial avec les États-Unis et empêchait l'adoption d'une position unanime des provinces, les autres participants souhaitaient que de telles négociations soient engagées rapidement. Les provinces estiment devoir être représentées au sein de l'éventuelle équipe canadienne des négociations, comme le déclarait lors de la conférence le ministre des Finances du Québec, M. Yves Duhaime. M. Duhaime soulignait que les provinces auront chacune des intérêts spécifiques à défendre, c'est le cas notamment du secteur agro-alimentaire pour le Québec. Le gouvernement québécois réitérait une fois de plus à cette occasion l'importance qu'il attache au processus de libéralisation du commerce avec les États-Unis, qui est « vital » pour l'économie québécoise². Plus tard, le premier ministre René Lévesque se réjouissait des recommandations contenues dans le rapport de la Commission fédérale d'enquête sur l'union économique – la Commission Macdonald – rendu public au début du mois de septembre, qui souligne la nécessité d'accroître la libéralisation des échanges, tant avec les États-Unis qu'avec les autres pays³. Candidat – élu une semaine plus tard – à la direction du Parti québécois, M. Pierre-Marc Johnson soulignait le 23 septembre l'intérêt du Québec pour la conclusion d'accords de « libéralisation graduelle du commerce » avec les États-Unis ainsi que la nécessité de planifier dès maintenant cette ouverture jugée inévitable en s'engageant par exemple dans un programme de modernisation des entreprises afin d'accroître la productivité⁴.

Par ailleurs, à la veille de s'engager dans ce processus, les ministres canadien et provinciaux de la Culture réunis à la fin septembre s'entendaient pour élaborer une position commune afin de sauvegarder l'« intégrité culturelle » du pays. Ils doivent se rencontrer de nouveau avant la fin de l'année afin d'adopter une politique nationale qui toucherait particulièrement l'édition et le film⁵.

Le ministère du Commerce extérieur rendait publiques le 4 juillet les dépenses effectuées en 1984-85 dans le cadre du programme APEX d'aide à la promotion des exportations. Au cours de cette période, ce ministère a consacré \$4,3 millions en subventions à 588 entreprises, dont \$1,7 million pour la participation à des expositions commerciales et à des missions de prospection et d'accords industriels, et \$2,6 millions pour l'aide à la commercialisation de produits ou services. Ces activités se sont orientées principalement vers le marché nord-américain (56 %), puis vers l'Europe (23 %)⁶.

C — La Francophonie

Le ministre des Relations internationales, M. Bernard Landry, se rendait à Paris à la fin septembre où il participait à la réunion du bureau élargi de la conférence générale de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT). Le ministre québécois proposait alors

2. Norman DELISLE, *Le Devoir*, 23 août 1985, p. 1; Jennifer ROBINSON, *The Gazette*, 23 août 1985, p. B1, cité par *L'Argus*, 23 août 1985, pp. A1-A2.

3. Gilles LESAGE, *Le Devoir*, 12 septembre 1985, p. 2.

4. Miville TREMBLAY, *Le Devoir*, 24 septembre 1985, p. 13.

5. Michel VASTEL, *La Presse*, 25 septembre 1985, p. A4, cité par *L'Argus*, 25 septembre 1985, p. A13.

6. Ministère du Commerce extérieur, *Communiqué de presse*, 4 juillet 1985.

à l'Agence d'accroître ses ressources financières par la création d'une fondation internationale de la francophonie qui recevrait des fonds de sociétés d'État ou d'entreprises privées des pays membres. Ces fonds seraient affectés au financement des programmes de l'ACCT. Les participants à la réunion se sont mis d'accord pour effectuer une étude de ce projet qui devrait être présentée à la conférence générale de l'Agence en décembre⁷.

L'entente attendue entre Ottawa et Québec sur la participation québécoise à un sommet de la francophonie n'intervenait pas encore cet été. De part et d'autre toutefois, on affirmait être en voie d'harmoniser les positions. Le ministre Bernard Landry rencontrait au cours de son séjour à Paris l'ambassadeur français chargé de ce dossier, M. Jacques Le Prette. À l'issue de la rencontre, M. Landry déclarait que la France souhaitait la conclusion d'un accord Québec-Canada et aimerait qu'un sommet francophone puisse être convoqué en 1986. Il ajoutait toutefois que le Québec, en l'absence d'un accord formel avec Ottawa, n'avait pu s'engager auprès de Paris⁸.

D — Le Québec et les États-Unis

1 — RENCONTRES INTERGOUVERNEMENTALES ET INTERPARLEMENTAIRES

À l'instar de sept de ses homologues provinciaux, le premier ministre René Lévesque participait du 4 au 6 août à la conférence annuelle de la *National Governors Association* des États-Unis qui avait lieu à Boise, en Idaho. Cette rencontre permit aux gouverneurs et aux premiers ministres de discuter des relations commerciales entre les deux pays, M. Lévesque ayant plaidé devant ce forum en faveur d'un accord de libéralisation des échanges canado-américains. Un certain nombre de premiers ministres et de gouverneurs se sont entendus pour former un groupe de travail sur le commerce qui pourrait contribuer au règlement des différends bilatéraux⁹.

M. René Lévesque se rendait encore une fois aux États-Unis à la mi-septembre pour ce qui fut son dernier voyage à l'étranger à titre de Premier ministre du Québec. Il visitait Burlington, New York, Washington et Philadelphie. Au Vermont, le Premier ministre était reçu par Mme Madeleine Kunin, gouverneur de cet État, avec qui il fut question des pluies acides et des dépotoirs de déchets nucléaires. Au cours d'une conférence de presse conjointe, Mme Kunin déclarait que le Vermont n'avait pas l'intention d'accepter que soient enfouis des déchets nucléaires sur son territoire. Le Québec et le Canada s'inquiètent depuis quelque temps de la possibilité que soit aménagé un tel site à la frontière canadienne par le Secrétariat américain à l'Énergie. Mme Kunin et M. Lévesque soulignaient par ailleurs leur espoir de voir couronnés de succès les efforts des émissaires spéciaux canadien et américain aux pluies acides, MM. Bill Davis et Drew Lewis. Enfin, Mme Kunin se déclarait favorable à la conclusion d'un accord de libre-échange canado-américain, estimant que le Québec et le Vermont tireraient tous deux profit d'une libéralisation des échanges¹⁰.

À New York, le Premier ministre et des hauts fonctionnaires des ministères des Relations internationales, du Commerce extérieur et de l'Environnement ainsi que le représentant d'Hydro-Québec à New York, purent rencontrer au cours d'un déjeuner organisé

7. Jean-Paul BURY, *La Presse*, 28 septembre 1985, p. A4, cité par *L'Argus*, 30 septembre 1985, p. A17.

8. Jean-Paul BURY, *Le Devoir*, 28 septembre 1985, p. 12.

9. *La Presse*, 5 août 1985, p. A5, cité par *L'Argus*, 6 août 1985, p. A16; Jennifer LEWINGTON, *The Globe and Mail*, 6 août 1985, p. 10.

10. Pierre VENNAT, *La Presse*, 17 septembre 1985, p. A5, cité par *L'Argus*, 27 septembre 1985, p. A1.

par la Délégation du Québec à New York des représentants du monde des affaires américain¹¹. M. Lévesque eut à Washington un bref entretien avec le sénateur newyorkais Patrick Moynihan et avec son collègue du Maine, George Mitchell, consacré aux questions commerciales et environnementales. Le Premier ministre québécois a d'autre part assuré les sénateurs américains que les bonnes relations établies entre le Québec et les États-Unis se maintiendront sous son successeur à la tête du Parti québécois et même dans l'éventualité de la venue au pouvoir du Parti libéral. Des questions sociales et environnementales firent l'objet de l'entretien qu'eut par la suite M. Lévesque avec le sénateur Ted Kennedy. Des rencontres avec la presse d'affaires lui permirent par ailleurs de mettre les États-Unis en garde contre la tentation du protectionnisme¹². Devant des universitaires de l'*Association for Canadian Studies in the United States* à Philadelphie, M. Lévesque reprenait le thème sous lequel fut placée cette dernière tournée américaine, soit l'existence de liens très étroits entre le Québec et les États-Unis, qui ne pourront que s'accroître sous les prochaines administrations québécoises, particulièrement sur le plan commercial¹³.

Trois comités intergouvernementaux se réunissaient au mois de septembre. Le Comité de coordination de la Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des Premiers ministres de l'Est du Canada tenait une réunion à Campobello (N.B.) du 25 au 27 septembre et le Comité international du Nord-Est sur l'énergie effectuait ses travaux au même endroit les 24 et 25. Une réunion du Comité de gestion des ressources en eau des Grands-Lacs avait lieu le 25 septembre à Chicago¹⁴.

L'été fut par ailleurs fertile en rencontres interparlementaires. Les relations entre parlementaires canadiens et américains avaient constitué l'un des principaux sujets de discussion de la 25^{ème} Conférence de la région canadienne de l'Association parlementaire du Commonwealth (APC) qui avait eu lieu au Québec en juillet en présence de législateurs américains. Deux représentants de l'Assemblée nationale participaient du 17 au 19 septembre à Washington à un colloque organisé par la région canadienne de l'APC et portant sur le lobbying et la façon d'approcher le Congrès américain¹⁵. Le président de l'Assemblée nationale, M. Richard Guay, accompagné de deux députés passaient ensuite quelques jours à New York à la fin septembre. Le communiqué faisant état de la visite situe ce séjour « dans la perspective des relations privilégiées » entre l'Assemblée nationale et la *National Conference of State Legislatures*. M. Guay rencontrait à New York législateurs et hauts-fonctionnaires du *Council of State Governments*, prononçait une conférence sur les relations Québec-New York devant le *Council on Religion and International Affairs* et participait à une soirée culturelle des législateurs¹⁶.

2 - LES QUESTIONS COMMERCIALES

La décision rendue en juillet par la Commission internationale du Commerce des États-Unis et abolissant une surtaxe imposée à l'importation de la viande de porc - tout en maintenant la surtaxe sur le porc vivant - était bien accueillie par le ministre de l'Agriculture,

11. *Le Devoir*, 18 septembre 1985, p. 14.

12. *La Presse*, 19 septembre 1985, p. A4, cité par *L'Argus*, 19 septembre 1985, p. A1.

13. Pierre VENNAT, *La Presse*, 20 septembre 1985, p. A14, cité par *L'Argus*, 20 septembre 1985, p. A7.

14. Ministères des Relations internationales et du Commerce extérieur, *Calendrier conjoint des activités*, période du 23 septembre au 7 octobre, pp. 6, 10 et 11.

15. Assemblée nationale, *Communiqué*, 16 septembre 1985, cité par *L'Argus*, 17 septembre 1985, p. B19.

16. *Ibid.*, *Communiqué*, 25 septembre 1985, cité par *L'Argus*, 25 septembre 1985, p. B18.

M. Jean Garon. Cette mesure représente une victoire pour le Québec, disait-il, qui exporte pour \$169 millions de viande de porc chaque année aux États-Unis, et \$6 millions de porcs sur pieds¹⁷.

Lors de son passage au Vermont, le premier ministre Lévesque annonçait avec la gouverneure de cet État la signature prochaine d'un contrat entre le New England Power Pool (NEPOOL) et l'Hydro-Québec portant sur l'exportation d'énergie ferme à la Nouvelle-Angleterre¹⁸. Enfin, des compagnies québécoises bénéficiant du soutien du ministère du Commerce extérieur participaient à plusieurs foires commerciales aux États-Unis: à l'*Empire Farm Days* à Halcomb (N.Y.), en août pour le secteur de la machinerie agricole, au *National Hardware Show* de Chicago en août pour des exportateurs québécois d'articles de quincaillerie, au *Boston Gift Show* en septembre, à l'*International Public Works Congress and Equipment Show* de Los Angeles en septembre et à l'*Atlantic City Furniture and Accessory Market* également en septembre¹⁹.

3 - L'ENVIRONNEMENT

Les Commissaires à l'Environnement de New York et du Vermont effectuaient une visite au Québec les 26 et 27 septembre. MM. Henry Williams et Leonard Wilson étaient reçus par le ministre québécois de l'Environnement, M. Adrien Ouellette. Celui-ci rendait public à cette occasion le deuxième rapport annuel du Bureau d'information Québec-New York sur les précipitations acides, et exprimait son désir de voir s'élargir à l'ensemble des préoccupations environnementales les accords sur les pluies acides conclus avec les États américains voisins de la Nouvelle-Angleterre et de New York²⁰.

4 - L'ÉDUCATION

Le ministère des Relations internationales annonçait le 30 septembre l'attribution d'une subvention de \$15,000 (US) au *Center for the Study of Canada* de la *State University* of New York dans le cadre de sa volonté de promouvoir les études québécoises aux États-Unis²¹.

E — Le Québec et l'Europe occidentale

1 - LA BELGIQUE

Le Comité d'orientation de la coopération entre la Communauté française de Belgique et le Québec tenait une deuxième réunion à Bruxelles les 4 et 5 juillet, la première ayant eu lieu à Québec en avril dernier. Il arrêtait alors son choix sur les secteurs qui auront la priorité au sein de la coopération qui s'amorce entre le Québec et cette communauté. Il s'agit de la politique linguistique, de l'informatique, des industries culturelles et de la recherche scientifique et de l'enseignement supérieur²². Le ministre-président de la Communauté

17. Lia LÉVESQUE, *Le Devoir*, 27 juillet 1985, p. 2.

18. *La Presse*, 17 septembre 1985, p. A5, cité par *L'Argus*, 17 septembre 1985, p. A2.

19. Ministère du Commerce extérieur, Communiqués du 6 août 1985, 9 août 1985, 6 septembre 1985 et 27 septembre 1985.

20. Ministères des Relations internationales et du Commerce extérieur, *Calendrier conjoint des activités*, période du 23 septembre au 7 octobre 1985, p. 3; Lia LÉVESQUE, *Le Devoir*, 28 septembre 1985, p. 3.

21. Ministère des Relations internationales, *Communiqué de presse no. 200*, 30 septembre 1985.

22. Ministère des Relations internationales.

française de Belgique, M. Philippe Moureaux, venait par la suite au Québec, du 11 au 13 septembre²³.

Par ailleurs, des représentants du ministère du Commerce extérieur participaient à la 4^{ème} session du Comité permanent Wallonie-Québec à Namur, les 11 et 12 septembre.

Le ministre québécois de la Santé et des Services sociaux, M. Guy Chevrette, effectuait un séjour en Belgique du 8 au 13 septembre. Il devait y rencontrer le ministre chargé des Affaires sociales de la Communauté française de Belgique, M. Philippe Monfils, à l'occasion de l'inauguration d'une exposition préparée par un organisme québécois de défense des droits des retraités. Un entretien avec le ministre belge de la Santé publique était également au programme de M. Chevrette²⁴.

Une nouvelle entente s'est ajoutée cet été aux relations déjà nombreuses que le Québec entretient avec les différentes communautés et régions de Belgique. Un accord de coopération scientifique et technologique entre le Québec et l'Exécutif flamand était en effet signé le 24 septembre à Bruxelles par le ministre des Relations internationales et du Commerce extérieur, M. Bernard Landry, et le président de la Communauté flamande de Belgique, M. Gaston Geens. Il s'agissait de la première entente Québec-Flandre. Elle prévoit échanges d'information, organisation de séminaires et échanges de missions d'experts et établit une commission mixte qui se réunira chaque année pour faire le bilan de la coopération et approuver les programmes et projets. L'entente a une durée de cinq ans et sera à ce moment renouvelable pour des périodes de deux ans²⁵.

2 - LA FRANCE

Le ministre Bernard Landry passait quelques jours en France à la fin septembre. Outre sa participation à une réunion de l'ACCT, le ministre des Relations internationales et du Commerce extérieur avait un entretien avec le commissaire général de la langue française, M. Philippe de Saint-Robert, où il devait être question du travail du Groupe franco-québécois de réflexion sur les enjeux de la francophonie, et une rencontre de travail avec le secrétaire d'État auprès du ministre des Relations extérieures, M. Jean-Michel Baylet²⁶.

Le Québec avait reçu plus tôt au cours de l'été M. Jean-Marie Bockel, secrétaire d'État auprès du ministre du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme de France, venu participer au nom de son gouvernement au Congrès de l'Association France-Québec à Joliette au début du mois d'août. M. Bockel devait d'autre part rencontrer les ministres des Relations internationales et du Tourisme, MM. Landry et Léger²⁷. Le ministre québécois des Relations internationales avait annoncé en juillet l'octroi d'une subvention de 500,000 FF à l'Association pour l'année 1985-86²⁸.

Un député français, M. Gilbert Mitterrand, était reçu au Québec le 23 août par le ministre des Communications, M. Jean-François Bertrand. M. Mitterrand venait participer à des activités de jumelage de municipalités québécoise et française²⁹. Le ministre québécois

23. Ministères des Relations internationales et du Commerce extérieur, *Calendrier conjoint des activités*, période du 9 au 23 septembre 1985, p. 3.

24. *Ibid.*, p. 5.

25. *La Presse*, 25 septembre 1985, p. D5, cité par *L'Argus*, 25 septembre 1985, p. A9; Gouvernement du Québec, *Décret no. 1919-85*, 18 septembre 1985.

26. *Le Journal de Québec*, 26 septembre 1985, p. 16, cité par *L'Argus*, 26 septembre 1985, p. A8.

27. Ministère des Relations internationales, *Communiqué de presse*, 1^{er} août 1985.

28. *Ibid.*, 8 juillet 1985.

29. *Ibid.*, 22 août 1985.

du Loisir, de la Chasse et de la Pêche effectuait quant à lui une mission d'étude dans les Alpes françaises pour y examiner les structures des stations touristiques³⁰.

3 – LA SUÈDE ET LA SCANDINAVIE

À l'issue des élections suédoises de septembre, le Premier ministre du Québec faisait parvenir à son homologue suédois, M. Olof Palme, un télégramme de félicitations à l'occasion de sa réélection. M. Lévesque y soulignait l'espoir d'un développement de la coopération bilatérale entre la Suède et le Québec³¹. Le Québec vient d'ailleurs d'ouvrir un bureau dans la capitale suédoise dans le but d'encourager le développement des relations économiques avec la Suède et l'ensemble des pays scandinaves.

Le directeur du Bureau de Stockholm, M. Pierre Bélanger, déclarait au cours d'une entrevue que les champs d'action immédiats du Québec dans cette région du monde seraient « ceux de l'informatisation, et de la robotisation, de la conservation et de la récupération de l'énergie ainsi que du reboisement, de l'aménagement du territoire et de la conservation ». Le Québec entend tirer partie des nombreuses similitudes qu'il partage avec les pays nordiques et qui peuvent faciliter les échanges d'expertise et d'investissements par exemple. Outre les relations économiques, le directeur du bureau de Stockholm mentionnait l'existence de liens éducatifs et culturels déjà bien établis comme les échanges universitaires et les échanges en matière de santé, d'éducation et de loisir³².

F — Le Québec, l'Amérique latine et les Caraïbes

Les relations du Québec avec les pays d'Amérique centrale se sont jusqu'à maintenant situées essentiellement dans le domaine de l'éducation, de l'aide humanitaire et de l'accueil de réfugiés, le commerce entre les deux régions étant peu important. C'est ce que déclarait l'adjoint parlementaire du ministre des Relations internationales, M. Michel Leduc, dans un discours consacré aux relations du Québec avec cette région. M. Leduc y rappelait d'autre part le soutien accordé le 20 juin dernier par l'Assemblée nationale aux efforts du Groupe de Contadora. L'Assemblée nationale avait alors voté à l'unanimité en faveur d'une résolution présentée par le ministre Bernard Landry appuyant et encourageant les efforts de ce Groupe en vue de trouver une solution juste et pacifique aux problèmes de l'Amérique centrale. Selon M. Leduc, cette résolution constitue un exemple de la contribution, modeste bien entendu, que peuvent apporter sur le plan politique les petits États comme le Québec au processus de paix³³.

Le ministre Bernard Landry effectuait une visite officielle en Colombie, en Équateur et au Pérou à la mi-septembre. Le ministre procédait en Colombie à l'inauguration du bureau que le Québec y a ouvert au début de l'année et qui doit desservir l'Équateur et le Pérou. Il eut par ailleurs des entretiens avec les ministres de l'Agriculture et de l'Élevage et de l'Énergie et des Mines ainsi qu'avec le maire de Bogota. En Équateur, M. Landry rencontrait le vice-président de la République, le ministre des Ressources naturelles et de l'Énergie et le maire de Quito. À Lima, il s'entretenait avec le Premier ministre et ministre de l'Économie

30. *Le Soleil*, 2 août 1985, p. B2, cité par *L'Argus*, 2 août 1985, p. A8.

31. *La Presse*, 17 septembre 1985, cité par *L'Argus*, 17 septembre 1985, p. A2.

32. Ministère des Relations internationales, *Le Québec dans le monde*, vol. 1, no. 5 (juillet 1985), pp. 4-5.

33. Discours prononcé par l'adjoint parlementaire du ministre des Relations internationales du Québec, M. Michel Leduc, à l'occasion du XVII^e Congrès du Centre québécois de relations internationales, 26 septembre 1985.

et des Finances ainsi que le ministre de l'Énergie et des Mines, la femme du président, Mme Pilar de Garcia, et visitait la région de Lingui où doit être effectué en coopération avec le gouvernement et le secteur privé québécois un projet d'électrification rurale. Le ministre annonçait au cours de son séjour péruvien qu'il mènerait au Québec une campagne de sensibilisation aux problèmes du Pérou et que son gouvernement participerait à une campagne de souscription en faveur de ce pays³⁴.

Le Québec a reçu au cours de l'été deux délégations de parlementaires latino-américains. Des parlementaires vénézuéliens ont séjourné au Québec du 27 au 31 août pour y visiter des entreprises dans les secteurs agro-alimentaire et des pâtes et papier alors qu'une délégation du Nicaragua était à Montréal les 10 et 11 septembre³⁵.

À la suite du tremblement de terre meurtrier qui secouait le Mexique en septembre, le Québec s'engageait à verser à ce pays une somme de 200 000 \$ en provenance du Fonds d'aide aux sinistrés. Le ministre Gérald Godin annonçait d'autre part que son gouvernement doublerait les contributions versées par les Québécois à la Croix-Rouge pour venir en aide aux victimes³⁶.

G — Le Québec et l'Afrique (Sud du Sahara)

Les ministres provinciaux et fédéral responsables des droits de la personne adoptaient le 13 septembre une résolution condamnant la politique d'apartheid de l'Afrique du Sud. La résolution félicite d'autre part les organismes et particuliers canadiens qui ont manifesté leur opposition à ce régime³⁷. La situation en Afrique du Sud fit également l'objet de discussions au cours de la conférence annuelle des premiers ministres provinciaux sans qu'il soit toutefois possible de s'entendre sur le boycottage des vins et spiritueux en provenance d'Afrique du Sud. À cette occasion, le Premier ministre du Québec a déploré l'attitude du gouvernement canadien qui, s'il tient un discours anti-apartheid, disait M. Lévesque, fait d'autre part pression au Canada pour empêcher l'adoption de mesures qui nuisent aux relations avec ce pays³⁸.

Le Québec recevait au cours de l'été la visite de missions gouvernementales en provenance du Sénégal, de la Côte d'Ivoire et du Zaïre. Le secrétaire d'État à la Pêche maritime du Sénégal, M. Bocar Diallo, effectuait du 18 au 24 septembre au Québec, à l'invitation de l'ACDI, une mission d'étude dans le domaine des pêches. M. Denis Bra Kanon, ministre de l'Agriculture, des Eaux et des Forêts de la Côte d'Ivoire, venait pour sa part du 15 au 20 septembre avec l'intention d'examiner des industries et des institutions d'enseignement et de recherche dans le secteur des forêts³⁹. Le domaine forestier faisait aussi l'objet du séjour effectué à la fin août par le commissaire d'État à l'Environnement, à la Conservation de la nature et au Tourisme du Zaïre, M. Balangua Ndjoli, invité par l'ACDI. Le commissaire devait être reçu par le ministre québécois de l'Environnement et rencontrer des représentants de ce ministère et du ministère de l'Énergie et des Ressources. Le

34. Cabinet du ministre des Relations internationales et du Commerce extérieur, Communiqués de presse du 8, 11 et 18 septembre 1985; *La Presse*, 19 septembre 1985, p. A5, cité par *L'Argus*, 19 septembre 1985, p. A3.

35. Ministères des Relations internationales et du Commerce extérieur, *Calendrier conjoint des activités*, période du 26 août au 9 septembre 1985, pp. 2 et 3.

36. Ministère des Relations internationales, *Communiqué de presse*, 22 septembre 1985.

37. *Le Devoir*, 14 septembre 1985, p. 2.

38. Mario ROY, *La Presse*, 22 août 1985, p. A1, cité par *L'Argus*, 22 août 1985, p. A1.

39. Ministères des Relations internationales et du Commerce extérieur, *Calendrier conjoint des activités*, période du 9 au 23 septembre 1985, p. 4.

secrétaire général du ministère de l'Agriculture et du Développement rural du Zaïre effectuait de son côté un long séjour au Québec, du 30 août au 20 septembre, afin d'étudier les institutions québécoises de développement agricole⁴⁰.

D'autre part, une mission commerciale dirigée par le ministère du Commerce extérieur et réunissant des entreprises du secteur agro-alimentaire quittait le Québec à la fin septembre à destination de la Côte d'Ivoire, du Cameroun et du Gabon. Les participants à cette mission doivent entrer en contact dans ces pays avec des représentants des secteurs public et privé ainsi qu'avec les organismes de financement et notamment la Banque africaine de développement⁴¹.

H — Le Québec et l'Asie

1 — MISSION DU MINISTRE DES FINANCES EN ASIE

Le ministre des Finances, M. Yves Duhaime, se rendait au Japon et en Corée du Sud du 11 au 24 septembre. Des rencontres avec les dirigeants des entreprises japonaise et sud-coréenne Toyota et Hyundai furent au centre de ce voyage. Les deux compagnies doivent ouvrir des usines au Canada et le Québec espère les convaincre de choisir son territoire. Les rapports de presse indiquent que la compagnie Hyundai y songe très sérieusement⁴². Au Japon, le ministre Duhaime eut des rencontres au sein des milieux financiers afin d'étudier la possibilité d'un emprunt québécois en monnaie canadienne sur un nouveau marché des capitaux japonais⁴³.

2 — L'ASIE DU SUD-EST

Le Bureau du Québec ouvert à Singapour il y a quelques mois est chargé des relations du Québec avec l'ensemble des pays de l'Asie du Sud-Est. Selon le directeur du Bureau de Singapour, M. Dominique Bonifacio, Singapour constitue une « base d'opération idéale pour le développement de relations économiques et commerciales avec les pays de l'ASEAN ». C'est au développement des relations économiques et commerciales avec ces pays que se concentreront les activités du nouveau bureau:

La présence du Québec au coeur du Sud-Est asiatique sera essentiellement économique et son action se fera selon deux axes: l'un que l'on peut qualifier de sectoriel et qui concerne Singapour et l'autre, régional, mettra l'accent prioritairement sur la Malaisie, la Thaïlande et l'Indonésie. Les besoins de ces pays en matière d'infrastructures, de mise en valeur des ressources, d'industries et en formation académique et professionnelle demeurent immenses. Ils nécessiteront des investissements considérables⁴⁴.

Les exportations québécoises vers les pays de l'ASEAN ont augmenté de 75 % de 1979 à 1983, année pour lesquelles elles se chiffraient à 157,5 \$ millions. Toujours dans le but de promouvoir les produits et services québécois, une mission commerciale organisée par le ministère du Commerce extérieur et réunissant des entreprises des secteurs de l'énergie et des télécommunications se rendait en Thaïlande, en Malaisie et en Indonésie du 5 au 27 septembre⁴⁵.

40. *Ibid.*, période du 26 août au 9 septembre 1985, p. 6.

41. Ministère du Commerce extérieur, *Communiqué de presse*, 25 septembre 1985.

42. Lillian GINOZA, *La Presse*, 20 septembre 1985, p. B1, cité par *L'Argus*, 20 septembre 1985, A8.

43. *La Presse*, 26 septembre 1985, p. D2, cité par *L'Argus*, 26 septembre 1985, p. A8.

44. Ministère des Relations internationales, *Le Québec dans le monde*, vol. 1, no. 5 (juillet 1985), p. 3.

45. Ministère du Commerce extérieur, *Communiqué de presse*, 5 septembre 1985.

3 – LA CHINE

Le premier ministre de la République populaire de Chine, M. Li Xiannian, effectuait une visite officielle au Québec les 17 et 18 juillet au cours d'un séjour au Canada. Le président chinois était accompagné notamment du vice-premier ministre et ministre chargé de la Commission d'État pour l'Éducation, M. Li Peng, et du conseiller d'État, M. Ji Penfei. Les échanges économiques et culturels furent au centre du séjour de la délégation chinoise. Le président eût d'abord un entretien en tête-à-tête avec le premier ministre intérimaire, M. Marc-André Bédard. La délégation chinoise participait par la suite à une table ronde sur l'économie présidée par le ministre Bernard Landry et à laquelle étaient aussi présents plusieurs ministres québécois, des représentants du milieu des affaires et le ministre d'État canadien à la petite et moyenne entreprise, M. André Bissonnette. La table ronde a porté sur les besoins de la Chine, particulièrement dans le secteur de l'hydro-électricité, ainsi que dans les domaines du transport ferroviaire et fluvial, des télécommunications, des pâtes et papier et du bétail. Le Québec espère participer au projet hydro-électrique des Trois Gorges et un consortium canadien comprenant entre autre l'Hydro-Québec, les firmes Lavalin et SNC, Marine Industries de Sorel et B.C. Hydro s'est formé à cette fin. Le vice-premier ministre Li Peng avait par la suite une séance de travail avec les recteurs de plusieurs universités québécoises. Le ministre des Relations internationales, M. Bernard Landry, annonçait que son gouvernement avait accepté d'augmenter le nombre de bourses offertes à des étudiants chinois ainsi que le nombre d'étudiants chinois pour lesquels il paie les frais de scolarité. La Chine a pour sa part accepté de participer à un programme de formation d'interprètes en envoyant des professeurs de chinois⁴⁶.

La deuxième journée du séjour de la délégation chinoise fut consacrée à la visite du vice-premier ministre chinois au barrage de LG-2 à la Baie de James. Ingénieur en électricité, M. Li Peng a déjà été ministre de l'Électricité et des Ressources hydrauliques de son pays⁴⁷.

Une autre délégation chinoise, de la province de Jiangxi cette fois, venait au Québec au cours de l'été. Le vice-gouverneur de cette province, Jiang Xhuping, dirigeait la délégation de huit personnes intéressées aux secteurs agro-alimentaire, énergétique et à l'industrie légère⁴⁸.

Dans une entrevue accordée à un quotidien montréalais, le délégué du Québec à Hong Kong, M. Jean-Yves Papineau, soulignait que les efforts du Québec pour pénétrer le marché chinois devaient se concentrer sur les secteurs où il est reconnu comme l'hydro-électricité, le transport en commun, le génie routier, l'agro-alimentaire et la technologie forestière. Ce qu'il faut changer, estime M. Papineau, c'est la nature des échanges et le Québec doit devenir un exportateur de technologie vers la Chine. Le Québec fournit en effet à la Chine des matières premières essentiellement, alors que celle-ci exporte vers le Québec des vêtements et autres produits textiles qui entrent en concurrence avec l'un des secteurs mous du Québec⁴⁹.

46. Rudy LE COURS, *Le Devoir*, 18 juillet 1985, p. 3; Ministère des Relations internationales, *Communiqué de presse*, 10 juillet 1985.

47. Michel ARSENEAULT, *Le Devoir*, 19 juillet 1985, pp. 1 et 8.

48. Ministères des Relations internationales et du Commerce extérieur, *Calendrier conjoint des activités*, période du 26 août au 9 septembre 1985, p. 2.

49. Claude PITCHER, *La Presse*, 14 septembre 1985, p. B1, cité par *L'Argus*, 14 septembre 1985, p. A17.

4 – LE JAPON

Deux missions japonaises venaient au Québec en septembre. L'une était composée de six députés japonais membres de la Commission de transport de la Diète (9 et 10 septembre) et la seconde, d'experts du secteur de la construction (15-18 septembre)⁵⁰.

À la suite de l'écrasement d'un avion japonais au cours duquel plus de cinq cents personnes avaient trouvé la mort, le Premier ministre du Québec faisait parvenir à son homologue japonais un télégramme de condoléances de la part de son gouvernement et de ses concitoyens⁵¹.

I – Chronologie thématique*

Coopération Québec-Grande-Bretagne dans le domaine de l'éducation

25 juillet:

Le ministère des Relations internationales annonce que treize Québécois participeront au cours de l'année scolaire 1985-1986 au programme d'échange de moniteurs de langue seconde entre le gouvernement du Québec et le *Central Bureau for Educational Visits and Exchanges* de Grande-Bretagne. Dix monitrices britanniques seront en poste au Québec dans le cadre de ce programme.

Le Québec et l'OCDE

25 septembre:

Au cours d'un séjour en France, M. Bernard Landry, ministre des Relations internationales et du Commerce extérieur, a un entretien avec M. Jean-Claude Paye, secrétaire général de l'OCDE.

Création d'un Fonds d'aide internationale

25 septembre:

Un décret du Conseil des ministres (no. 2000-85) crée un Fonds permanent d'aide internationale afin de permettre au gouvernement de pouvoir intervenir rapidement et efficacement aux opérations internationales d'entraide financière auxquelles il participe fréquemment. Les modalités et le montant de l'aide seront déterminés dans chaque cas par le gouvernement et en règle générale, le montant de l'aide sera fixé en fonction de l'aide versée par les individus et les organismes privés.

Le Québec et la Tunisie

11 au 15 septembre:

Le ministre tunisien délégué auprès du Premier ministre, chargé de la Fonction publique et de la Réforme administrative, M. Mezri Chekir, dirige une délégation de son pays venue étudier l'expérience québécoise en matière de relations de travail, l'introduction de l'informatique dans la fonction publique et l'éventualité de la participation de l'Hydro-Québec au développement hydro-électrique en Tunisie. Le 12 septembre, les ministères de l'Éducation et des Relations internationales du Québec et le Centre National d'Informati-

50. Ministères des Relations internationales et du Commerce extérieur, *Calendrier conjoint des activités*, période du 9 au 23 septembre 1985, pp. 3 et 4.

51. *Le Devoir*, 16 août 1985, p. 3.

* Cette chronologie n'est pas exhaustive. Elle mentionne essentiellement des événements non rapportés dans les rubriques précédentes.

que de Tunis signent une entente pour la vente à ce dernier du système québécois OCTO-Puce, séries de cours par correspondance accompagnés d'émissions télévisées sur l'initiation à la micro-informatique. Les gouvernements québécois et tunisien concluent un accord de coopération pour l'adaptation et l'implantation du système OCTO-Puce dans le contexte culturel tunisien.

Mission néerlandaise au Québec

7 au 14 septembre:

Une délégation néerlandaise composée de parlementaires, de spécialistes en réadaptation et de représentants d'organismes oeuvrant dans ce domaine sont en mission d'étude au Québec pour y rencontrer des représentants d'organismes et ministères québécois s'occupant d'aide aux personnes handicapées. La délégation néerlandaise est reçue par le président du Conseil du Trésor, M. Michel Clair, et le ministre responsable de l'Office des personnes handicapées, M. Elie Fallu.

Négociations en vue de la conclusion d'ententes de sécurité sociale

septembre:

Des séances de négociations se déroulent à Québec avec des délégations de la Suède, de la Barbade et de la France en vue de la conclusion d'ententes en matière de sécurité sociale. Avec la France, qui a déjà passé une telle entente avec le Québec, les négociations portent sur un protocole à l'entente de 1979.

fin septembre:

Des représentants du Québec participent à titre d'observateurs aux négociations Canada-Pays-Bas et Canada-Luxembourg en matière de sécurité sociale.

Missions d'étude à l'étranger

2 au 15 septembre:

Le ministre délégué au Développement et à la Voirie des régions, M. Henri Lemay, se rend aux Pays-Bas, en RFA et en Italie pour y étudier les politiques et structures de développement régional.

28 août au 8 septembre

Mission d'étude en Italie et en France du ministre du Tourisme, M. Marcel Léger.

4 au 8 septembre:

Mission d'étude en Italie de M. Maurice Martel, ministre du Revenu, qui rencontre le sous-secrétaire d'État aux Finances et responsable des Relations internationales, M. Domenico Susi.

Délégation québécoise à la Conférence de Nairobi

15 au 27 juillet:

Le député de Maisonneuve, Mme Louise Harel, dirige la délégation québécoise à la Conférence mondiale des Nations Unies sur la fin de la Décennie des femmes.

Les « majors » et la loi 109

12 septembre:

Les présidents de plusieurs compagnies américaines de distribution de films plaident leur cause devant une audience publique de la Régie du cinéma.

Participation à des missions et à des foires commerciales en Europe

7 au 10 septembre:

Sept entreprises québécoises du secteur des articles de loisirs participent au salon Sisel Sport de Paris-Le Bourget, dans le cadre du programme de promotion des exportations du ministère du Commerce extérieur.

Septembre:

Trois missions commerciales organisées par le ministère du Commerce extérieur se rendent en Europe à l'occasion d'expositions ou de foires internationales. Une mission composée de sociétés spécialisées dans la recherche et l'exploitation de gisements pétrolières offshore se fait à destination d'Aberdeen, en Écosse, des fabricants du domaine des plastiques participent à une mission en Grande-Bretagne et en France et une dernière mission multisectorielle (instrumentation scientifique, médicale et technique et produits électroniques) se rend aux Pays-Bas et en Belgique.

Visites de parlementaires

8 au 13 septembre:

Visite à Québec du président du Parlement irlandais, M. Tom Fitzpatrick, accompagné de sept parlementaires.

11 au 13 septembre:

Visite à Québec du président de la Chambre des députés de l'Argentine, M. Juan Carlos Pugliese.

Conférence de la région canadienne de l'Association parlementaire du Commonwealth

21 au 27 juillet:

L'Assemblée nationale est l'hôte de la 25^e Conférence de la région canadienne de l'Association parlementaire du Commonwealth (APC) qui se tient à Québec et à Pointe-au-Pic. Y participent des députés de toutes les législatures canadiennes ainsi que des invités de l'étranger. Le secrétaire général de l'APC, Sir Robin Vanderfelt, dresse devant la conférence un tableau des activités internationales de l'Association. Deux thèmes principaux sont à l'ordre du jour, la pertinence des échanges interparlementaires dans l'esprit de la réforme parlementaire et les échanges entre parlementaires canadiens et législateurs américains.

Le chef de l'opposition en Europe

mi-septembre:

M. Robert Bourassa, chef de l'opposition à l'Assemblée nationale et du Parti libéral du Québec, effectue une tournée européenne d'une dizaine de jours qui le mène en Suisse, en Angleterre, en France et en Norvège.